



Violences néo-fascistes

Un naufrage politique et médiatique

Suite à la mort tragique d'un militant de l'ultra-droite, la sphère médiatique serait-elle en train de construire l'image d'un néo-fascisme « non-violent » et « propre sur lui » ? Au regard des nombreuses émissions consacrées au sujet ces derniers jours, c'est ce que nous craignons, y compris sur nos antennes.

Un double standard médiatique

Pour la CGT, personne ne doit mourir pour ses idées et nous condamnons sincèrement la mort de Quentin Deranque. Mais, hélas, force est de constater que les victimes de l'extrême droite, militantes de gauche ou non-blanches, ont rarement eu droit à une telle faveur dans le traitement médiatique. Doit-on ici faire la liste des 11 victimes mortes depuis 2022 sous ses coups sans faire l'objet d'une couverture médiatique d'une telle envergure ou d'une minute de silence à l'Assemblée nationale (alors même que ce décompte n'intègre même pas les 19 blessés graves par balle ou arme blanche pendant la même période) ?

Alors que la menace de terrorisme et d'actions violentes provient désormais essentiellement de l'ultra-droite en France d'après la fondation Jean-Jaurès et les services de renseignements, la quasi-invisibilisation des crimes racistes commis par les groupes d'extrême droite ces dernières années en France est sidérante.

Il ne s'appelait pas Quentin, il s'appelait Ismaël et il avait 20 ans. Il a été retrouvé dans un étang dans le sud de Lyon dans la nuit du 6 janvier 2026, selon toute vraisemblance victime d'un crime raciste. Et quid des six personnes issues de l'ultra-droite interpellées après une violente agression près d'une association de travailleurs immigrés à Paris le 15 février ? La différence de traitement médiatique et politique dans ces cas très récents, qui sont bien plus que de simples faits divers, est intolérable. Nous notons au passage cette même différence dans le cas de la plupart des victimes de la répression des mouvements sociaux (gilets-jaunes, Sivens, Sainte-Soline, ...).

Dans le cas précis du décès de Quentin Deranque, trop souvent évoqué sans une présentation suffisante du contexte lyonnais (où s'exerce régulièrement une violence d'extrême droite depuis des décennies), il est très inquiétant de constater que les médias, y compris publics, sont pris, volontairement ou non, dans une spirale loin d'être exempte d'arrière-pensées politiques. Nous déplorons que de nombreux journalistes sortent de leur neutralité sur cette affaire, y compris sur nos antennes, et notamment sur franceinfo ces derniers jours suite à la manifestation de militants néo-fascistes à Lyon, la journaliste en plateau estimant que la manifestation s'était bien passée. On n'est pas à un salut nazi près en effet...

Aucune voix pour l'extrême droite

Il est impossible de ne pas établir une corrélation entre l'intensité des réactions politiques déclenchées par ce tragique événement, celle du traitement médiatique dont il fait l'objet par ricochet, et la proximité d'échéances électorales cruciales.

La CGT, fidèle à son histoire et à ses valeurs, entend lutter partout sur le territoire contre l'implantation insidieuse de la droite extrême sous toutes ses formes.

C'est notre rôle de lutter face à ce danger pour les travailleuses et les travailleurs, de lutter contre cette imposture antisociale, xénophobe et misogyne. Nous rappelons par ailleurs que **ce courant politique claironne depuis des années son hostilité frontale à l'existence même du bien commun que représente le service public de l'Audiovisuel.**

Le collectif Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes (VISA), dont la CGT de France Télévisions est adhérente, a lancé au mois de décembre 2025 un appel aux forces syndicales, associatives et citoyennes afin de battre l'extrême droite et ses idées lors des prochaines élections municipales. Ce n'est pas le cas de tous les syndicats à France Télévisions. **Pour la CGT, pas d'ambiguïté !**

Afin de contourner le problème du rejet que peut susciter le parti créé par d'anciens nazis et membres de l'OAS, nombre de candidat·es pourtant clairement identifi·es comme membres du Rassemblement national se présentent en leur nom propre. Le but : s'adresser plus facilement à des électeur·rices dépolitisé·es.

Qu'elles portent les couleurs du Rassemblement national ou non, les listes d'extrême droite en portent les idées. Elles représentent un danger redoutable pour les travailleur·ses et la population tout entière.

La CGT de FTV dénonce donc l'opération de blanchiment politique et médiatique actuellement à l'œuvre et appelle à la plus grande vigilance intellectuelle et politique !

Paris, le 23 février 2026